Misère sociale, carrefour de luttes

jeudi 20 juillet 2006, par [CLÉMENT Karine](#) (Date de rédaction antérieure : juin 2006).

Face à la nouvelle vague de réformes « post-soviétiques » du second mandat présidentiel de Vladimir

Poutine et à la situation sociale catastrophique naissent et se développent des mouvements de protestation

sociale d'une ampleur et d'une nature inédites en Russie. Ces mobilisations, qui prennent de

l'ampleur depuis l'été 2004 et s'étendent à de nombreuses couches sociales, sont pour l'essentiel dirigées

contre les réformes qui touchent le secteur social et public, avec des incidences directes sur la vie quotidienne

des gens. Cette croissance des mouvements sociaux marque un tournant profond dans une société

civile marquée par sa faiblesse, tournant d'ailleurs attesté par les sondages, qui enregistrent une attitude de

plus en plus positive de la population à l'égard de l'action collective. Vers une coordination des luttes sociales

et « altermondialistes » en Russie ? Bref tour d'horizon.

Sommaire

- [1. Le mouvement contre la](#)
- [2. La campagne pour le droit](#)
- [3. Vers une coordination \(...\)](#)
- [4. Le mouvement « alter \(...\)](#)

1. Le mouvement contre la remise en cause des garanties sociales catégorielles

La résistance au projet de loi sur la "monétisation des avantages sociaux" s'organise dès la phase de préparation de la loi, au printemps 2004. Les partis politiques de l'opposition parlementaire ont tenté de faire obstruction, et, surtout, la mobilisation s'est organisée au sein des associations des catégories concernées en premier lieu par la remise en cause des avantages sociaux. En mai 2004, à l'initiative de certains syndicats alternatifs, a été mise en place une coalition baptisée "Conseil (Soviet) de solidarité sociale" (SOS).

Sont entrés dans cette coalition nombre d'associations et syndicats : la Fédération des syndicats de Russie (nouvelle confédération de syndicats alternatifs), des fédérations syndicales régionales,

les associations d'invalides, des « liquidateurs » de Tchernobyl, des associations de défense des droits humains, des organisations de vétérans de la guerre et du travail, des syndicats d'enseignants et de chercheurs, des organisations écologistes, de jeunesse de gauche, etc.

Par la largesse de son format idéologique et social, cette coalition consacre un tournant dans le paysage militant russe. La décision de ne pas admettre les partis politiques au sein de cette coalition était motivée en partie par l'expérience « altermondialiste » de certains membres, en partie par la volonté de conserver l'autonomie et la paternité de l'initiative, inédite pour la Russie, de ce réseau résolument associatif.

Une loi antisociale

SOS a initié une campagne massive contre l'adoption de cette loi baptisée « antisociale ». A la veille des première et seconde lectures, à l'initiative de SOS, ont ainsi été organisées deux journées d'action nationale coordonnées. Ont pris part à ces actions plusieurs dizaines de milliers de personnes sur tout le territoire, chiffres significatifs dans la Russie de 2004. Mais la mobilisation restait encore trop faible, et, à l'été de cette même année, la loi est passée en force, avec tout juste quelques menus amendements. La mobilisation reprend cependant, plus massive encore, après l'entrée en vigueur de la loi, le 1^{er} janvier 2005. Du jour au lendemain, des milliers de soi-disant « bénéficiaires d'avantages sociaux », personnes âgées en tête, ont réalisé qu'on leur avait enlevé le droit au transport gratuit. Des milliers de personnes se sont mises à prendre les bus et trolleys d'assaut, à se rassembler devant les parlements locaux, à faire le siège des autorités régionales.

Ces actions éclataient en grande partie spontanément, et sans aucune coordination au niveau national, tout au moins au début. Assez vite, cependant, se sont créées des coalitions régionales coordonnant les actions, qui se sont souvent appelées "Soviets (Conseils) de coordination". Les actions se sont également rapidement radicalisées, se terminant le plus souvent par le blocage de routes et l'investissement des bâtiments de l'autorité publique. Craignant une escalade, les pouvoirs régionaux et fédéraux ont battu en retraite : la réforme a été en partie révisée.

Méthodes radicales et revendications concrètes

Les militants de la campagne de l'été, liés au réseau SOS, se sont rapidement alliés aux manifestants et, dans de nombreuses régions, ont joué un rôle non négligeable dans la mise en place de coalitions régionales renforçant l'efficacité d'organisation et de négociation des mobilisations. Des militants régionaux de partis politiques de gauche (les jeunes communistes, des militants trotskistes, des groupements communistes ou sociaux-démocrates minoritaires) ont également joué un rôle important dans l'organisation

de comités locaux de lutte, ce qui a assuré une plus grande pérennité du mouvement et a permis de mieux élaborer les revendications et de renforcer les positions des protestataires lors des négociations avec les pouvoirs régionaux.

Quant aux partis politiques institutionnels, dépassés par les manifestations spontanées, ils ont été lents à intervenir dans le champ des luttes sociales de terrain, en partie par la faiblesse de leurs liens avec la population mobilisée, en partie par leur inadaptation aux modes de lutte du mouvement, dont les méthodes radicales et les revendications concrètes tranchaient, par exemple, avec les manifestations traditionnelles et bureaucratiques habituelles du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Celui-ci, avec « Iabloko » (parti libéral se « gauchisant » de plus en plus sous l'influence des mobilisations) et quelques autres partis, ne se sont joints au mouvement qu'à partir de février, au cours duquel ont été organisées plusieurs journées d'actions nationales. Au total, plus de 500.000 personnes ont pris part à ces mobilisations, chiffre record pour la Russie post-soviétique.

2005 : le Forum social de Russie

Le besoin de rencontre et de coordination entre régions se faisant clairement sentir, l'idée d'un Forum social de Russie (FSR) a été rapidement avancée, l'initiative en revenant aux coalitions régionales, appuyées à Moscou par le comité du réseau SOS. Succès inattendu et étonnant, le FSR s'est tenu les 16 et 17 avril 2005 à Moscou. Y ont pris part plus de 1000 délégués de près de 150 organisations, la plupart représentant d'importantes forces syndicales, associatives ou régionales d'opposition. Les orientations politiques des militants rassemblés au FSR 2005 étaient très diverses - anarchistes, communistes, trotskistes, sociaux-libéraux, sociaux-démocrates, écologistes, etc. Les partis de l'opposition parlementaire étaient absents, à l'exception de quelques personnalités soutenant individuellement les mouvements sociaux. A l'issue du Forum, riche en rencontres et initiatives de toutes sortes, ont émergé au moins trois projets à la pérennité confirmée par les événements ultérieurs : la création du réseau de l'Union des Soviets (Conseils) régionaux de coordination des luttes (SKS), la mise en place du mouvement « Education pour tous » et le lancement de l'initiative du mouvement politique internationaliste « Front de gauche ».

2. La campagne pour le droit au logement

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code du logement, le 1^{er} janvier 2006, et avec l'augmentation brutale, depuis fin 2005, du montant des charges communales et des loyers, les mouvements de protestation redémarrent, en portant d'autres revendications et en élargissant leurs rangs à d'autres catégories. La redynamisation

s'affirme surtout depuis janvier 2006, les actions de protestation se multipliant et touchant la plupart des régions de Russie.

Durant le week-end des 18 et 19 février 2006, à l'appel de l'Union des Soviets de Coordination, des rassemblements et des manifestations ont eu lieu dans plus d'une quinzaine de villes : à Ekaterinbourg (2000 personnes à l'appel du comité local de coordination des luttes), Vladivostok (5000 personnes à l'initiative de la « Chambre civique » locale), Omsk (2000 personnes à l'appel du Comité des actions de protestation, une coalition qui inclut la plupart des partis d'opposition et des associations), dans la banlieue de Moscou, à Perm, Novossibirsk, Moscou, etc. Le 4 mars, à l'initiative du Parti communiste (PCFR), une journée nationale d'actions, soutenue par la plupart des organisations et initiatives, rassemble quelques dizaines de milliers de personnes dans la rue, sur tout le territoire. Répétition de la mobilisation générale le 18 mars, à l'appel cette fois de l'Union des Soviets de Coordination.

Une grande partie des manifestants de la « campagne logement » sont passés par l'expérience des luttes de l'hiver 2005 pour le maintien des garanties sociales. Les coalitions régionales et réseaux inter-régionaux mis en place alors y jouent un rôle prépondérant. Les manifestants revendiquent le retrait du nouveau code du logement, l'arrêt de la hausse du prix des loyers et des charges communales, la non-privatisation des sociétés de gestion communale, la rénovation des immeubles communaux au frais de l'Etat, etc.

Participent également à la mobilisation des mouvements plus catégoriels. Ainsi, face à la menace d'expulsion qui planent sur eux avec le nouveau code du logement, les résidents des foyers de travailleurs (plus de 20 millions de personnes vivant depuis des dizaines d'années dans ces foyers en attente d'un relogement) s'organisent en mouvements locaux et en réseaux transrégionaux : une première journée nationale de protestation sur le thème de la défense du droit au logement pour les habitants des foyers a eu lieu le 5 mars.

Un autre mouvement important est celui des "floués des pyramides immobilières". Il s'agit de familles qui ont répondu à l'appel d'offre de sociétés immobilières proposant de financer la construction d'immeubles avec l'argent des parts avancées par les futurs propriétaires de logements. Ces sociétés ayant disparu le chantier à peine commencé, des dizaines de milliers de personnes se retrouvent sans logement et sans économies. Elles aussi s'organisent en comités.

Des dizaines d'actions de protestation, réunissant des milliers de personnes, en particulier dans la région de Moscou, se sont succédées ces derniers mois, certaines prenant la forme d'un blocage de grands axes routiers. D'autres initiatives locales partent de la protestation des habitants contre les constructions dites « sauvages » à proximité des habitations. Face à l'intensification des

constructions immobilières, les habitants des quartiers menacés se mobilisent et s'organisent en comités, qui parfois parviennent à bloquer les chantiers. Là aussi, mais avec plus de difficulté, des initiatives sont prises pour tenter la mise en réseau de ces initiatives éparses et morcelées.

Enfin, un mouvement se met en place pour l'autogestion des immeubles en co-proprétés, condominiums ou comités d'immeuble contre le passage de l'immeuble sous contrôle d'une société de gestion privée. Pour le moment ces initiatives sont plutôt éclatées, mais des structures telles que l'Union des Soviets de coordination tentent de les unifier en réseau.

Certes, le mouvement actuel n'a pas l'ampleur qu'avait connue la mobilisation contre la remise en cause des garanties sociales, mais la dynamique actuelle est celle d'un élargissement constant : d'une part, des catégories toujours plus nombreuses de la population rejoignent le mouvement global de protestation contre la politique « antisociale » du logement, d'autre part, les coordinations régionales de lutte, qui se créent dans de nouvelles régions, jouent un rôle important dans cette seconde vague de protestation. La tendance va donc à la coordination des différentes revendications et initiatives.

3. Vers une coordination des initiatives et des luttes

Aux mouvements évoqués ci-dessus, il faut rajouter de nombreuses autres initiatives, touchant d'autres problèmes sociaux au sens large du terme et d'autres catégories. Citons, par exemple, la mobilisation des associations écologistes, soutenues pour une fois largement par la population, pour la « sauvegarde du Baïkal » et l'interdiction de la construction des oléoducs dans cette région.

Evoquons, à une moindre échelle, des réseaux d'étudiants et de professeurs dénonçant la réforme de l'Education actuellement en cours, des réseaux de lutte contre le service militaire. Citons également la mobilisation des automobilistes contre l'augmentation du prix de l'essence, contre l'interdiction du volant à droite et contre les « sirènes » des voitures transportant des dignitaires officiels ignorant le code de la route. Les automobilistes sont organisés en réseau, notamment grâce à des forums de discussion sur Internet, et ont comme mot d'ordre principal "A bas l'arbitraire politique sur les routes !".

Enfin, au-delà de ces mouvements à l'échelle interrégionale, les initiatives que l'on dit en russe « citoyennes de base » se multiplient dans toutes les villes, quartiers, villages. Il s'agit de luttes locales sur des enjeux très concrets et pragmatiques (contre la construction d'un immeuble ou d'un parking dans l'aire de récréation du quartier, contre des expulsions, contre des cas concrets de

répression policière, contre la fermeture d'une école, etc). Dans les régions où les coalitions de coordination des luttes sont les plus dynamiques, ces initiatives de base y trouvent un espace de coopération et une aide organisationnelle qui les poussent à s'intégrer aux activités de ces coalitions.

Le réseau SKS, carrefour des luttes

Notons que les partis politiques parlementaires ne sont guère opérateurs de réseau. En particulier, le Parti communiste de la Fédération de Russie tente bien de mettre en place des coalitions, mais celles-ci, sauf exception, sont limitées à leurs partenaires politiques traditionnels et aux groupements sous son contrôle, n'intégrant guère les mouvements sociaux en lutte. Certains militants du PCR, en particulier parmi les jeunes, font cependant exception et s'investissent dans certaines coalitions, ou même, dans certaines régions, sont à l'initiative de leur formation.

Les mobilisations les plus massives sont celles qui démarrent spontanément ou sont co-organisées par une coalition de forces politiques et sociales très diverses. Sur ce plan, l'Union des Conseils de coordination (SKS) représente un modèle de réseau particulièrement adapté aux demandes sociales actuelles. Ses perspectives de développement sont importantes.

Créé en avril 2005 lors du Forum social de Russie à la suite de la vague de mobilisation contre la "monétisation des avantages sociaux" afin d'établir des contacts horizontaux réguliers entre les diverses coalitions régionales de luttes, le réseau interrégional baptisé « Union des Soviets de coordination » connaît un développement régulier. Dans chaque région, les Conseils de coordination des luttes regroupent des associations diverses, syndicats, organisations politiques et individus. Unissant au départ 9 coalitions régionales, ce réseau s'élargit à chaque nouvelle vague de mobilisations, et relie aujourd'hui une vingtaine de régions.

Le réseau a élargi sa sphère d'intervention bien au-delà du seul problème de suppression des « avantages sociaux », agissant désormais sur le terrain des droits du travail, du logement, de l'écologie, des élections locales etc. Les militants de ces Conseils de coordination représentent des organisations variant d'une région à l'autre : associations de retraités, journalistes ou intellectuels, étudiants, militants de partis politiques d'opposition, syndicats, associations de co-propriétaires, comités d'immeuble, mouvement des habitants des foyers de travailleurs, etc.

La forme de coordination que représente le réseau SKS est particulièrement appropriée à la configuration des mouvements sociaux émergents, peu politisés et peu expérimentés. D'une part, le réseau est constitué selon un modèle très souple de coordination des luttes laissant une grande autonomie à tous les participants.

D'autre part, il répond à des problèmes pragmatiques que rencontre la population et cherchent à obtenir des résultats concrets, à élaborer des réponses constructives. Ceci, autant que l'absence de lourdes hiérarchie et discipline, la liberté des discussions, et l'absence de claire affiliation partisane sont autant de facteurs attrayants de ces coalitions pour les initiatives citoyennes de base.

Au-delà de l'Union SKS, des réseaux très divers et de dimension variable se développent dans tout le pays, témoignant d'une réelle dynamique de coopération et d'établissement de liens de solidarité inter-catégorielle et géographique. Le plus fréquemment, ces réseaux sont organisés par thématique (le mouvement des habitants des foyers des travailleurs, le mouvement des automobilistes, le mouvement « Education pour tous », etc). Les réseaux inter-thématiques s'organisent le plus souvent dans le cadre d'une ville (les comités de coordination aux dénominations diverses).

4. Le mouvement « alter » et la préparation du contre-G8

Sur base de la brève description qui précède, il apparaît clairement que les mouvements sociaux en développement sont assez éloignés des thématiques directes du mouvement altermondialiste, en particulier du fait de motivations très locales et concrètes. Cependant, à la faveur de la dynamique de mise en réseau et du rapprochement entre initiatives citoyennes de base et militants ou intellectuels politisés, s'opèrent une lente politisation et prise de conscience des significations et incidences plus globales des luttes.

Ce processus est rendu difficile par le manque de moyens des structures de coordination et des centres intellectuels et politiques tentant de les soutenir, ainsi que par la fermeture du champ médiatique et politique institutionnel aux mouvements sociaux. Bien que ne se vivant pas comme acteurs politiques autonomes, ces mouvements ont néanmoins un fond de valeurs en commun, au premier rang desquelles l'affirmation de « droits citoyens » et l'exigence d'« équité » et de « dignité ». Les principes politiques sont peu élaborés, mais une expression se retrouve dans de nombreuses déclarations communes et dans les déclarations de nombreux militants - celle de « contrôle citoyen ». Le terme de « soviets » (allusion aux soviets ouvriers des débuts de la révolution russe), utilisé dans leur dénomination par la plupart des coalitions locales de lutte, n'est pas non plus anodin. La montée des luttes s'opère également à la faveur de l'expérimentation de l'« arbitraire » du pouvoir et de la « corruption » des juges et fonctionnaires.

150 militants russes au Forum social d'Athènes

Si l'on ne peut donc pas parler de mouvement « altermondialiste » au sens strict du terme, on peut néanmoins reconnaître l'émergence

de mouvements sociaux se structurant dans la même logique (réseaux, coordinations souples d'initiatives locales), se mobilisant contre les mêmes tendances à la privatisation de la sphère sociale et à la remise en cause des droits sociaux et citoyens. Les principaux freins à l'intégration des mouvements sociaux de Russie au mouvement « alter » sont liés au manque de ressources, aux difficultés de structuration organisationnelle à l'échelle du pays, à la faiblesse de la conscience internationaliste, à la compréhension limitée des racines « globalistes » des réformes ultra-libérales entreprises par le pouvoir russe.

Certaines associations d'intellectuels militants, sorte de think tanks russes, tentent néanmoins d'assurer le lien avec le mouvement altermondialiste. Il s'agit, entre autres, de l'Institut des problèmes de la mondialisation, de l'association « Alternativy » et de l'Institut de l'action collective, principaux organisateurs des Forums sociaux de Russie et de la participation russe aux Forums sociaux européens.

Par leur intermédiaire et grâce au Fonds de solidarité du Forum social européen (FSE), une délégation de près de 150 militants de Russie a pu participer au dernier FSE d'Athènes. Parmi les délégués : des militants du mouvement contre la violation du droit au logement, des syndicalistes, intellectuels, jeunes communistes, trotskistes, des militants des réseaux SKS ou foyers des travailleurs. De façon générale, le Forum d'Athènes a marqué un très net progrès dans la mise en place de liens de solidarité concrets entre les mouvements russes et occidentaux. L'appel à participer au contre-G8 de Saint-Petersbourg a été intégré à la déclaration finale de l'Assemblée des mouvements sociaux, à la grande satisfaction des militants russes.

Depuis des mois, le comité d'organisation du Forum social de Russie (FSR) prépare le FSR-2006 (11-14 juillet) et les manifestations anti-G8 (15 juillet). Les mobilisations n'auront sans doute pas l'ampleur qu'elles ont en Occident, du fait de la jeunesse des mouvements de protestation russes, de leur intégration limitée, du caractère abstrait d'une mobilisation « anti-G8 », du manque de moyens et du risque de répression politique.

On attend néanmoins, du côté russe, la participation au FSR d'un millier de militants, venus de la plupart des régions de Russie : représentants des mouvements associatifs, des militants pour le droit au logement, des mouvements écologistes, des mouvements de gauche, des syndicats, des réseaux du type de l' "Union des soviets de coordination des luttes", des intellectuels, des anarchistes, des mouvements de jeunes, des mouvements de défense des droits humains, etc.

La venue massive de participants étrangers ferait du FSR-2006 un événement international qui ne pourrait que contribuer au développement des luttes dans le pays ainsi qu'à la mise en place de réseaux de solidarité et à la sortie des mouvements sociaux

russes de leur isolement international (1).

Note

1. Le Comité d'organisation du FSR appelle à une participation massive des réseaux occidentaux au contre-G8 de juillet. Pour prendre contact : info.ikd.ru (en français, anglais et russe).

P.-S.

* Paru dans « Les autres voix de la planète », périodique n° 31 du CADTM, 2^e trimestre 2006.

* Carine Clément est sociologue à l'Institut de sociologie de Moscou et directrice de l'Institut de l'Action collective : www.ikd.ru